



Expertise comptable
Audit, Conseil et Social

**FEDERATION FRANCAISE DES CLUBS
ALPINS ET DE MONTAGNE**
Association reconnue d'utilité publique

**Siège social : 24 avenue de Laumière
75019 PARIS**



ORIAL

EXPERTISE COMPTABLE ET
COMMISSARIAT AUX COMPTES

SIÈGE SOCIAL

12-15 quai du Commerce
69336 Lyon cedex 09
Tél. 04 78 43 45 55

BUREAU

167 rue Charles Germain
69400 Villefranche s/ Saône
Tél. 04 74 68 37 43

ORIAL PARIS

EXPERTISE COMPTABLE ET
COMMISSARIAT AUX COMPTES

11 bis passage Dolsy
75017 Paris
Tél. 01 79 97 80 40

**FEDERATION FRANCAISE DES CLUBS
ALPINS ET DE MONTAGNE**

**Rapports du Commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 30 septembre 2024

Ce document contient 22 pages



**ORIAL
PROVENCE**

EXPERTISE COMPTABLE
18 Route d'Orange
84600 Valréas
Tél. 04 90 35 05 97

Membre du réseau

www.orial.fr



S.A.S. au capital de 3 762 911 € - RCS Lyon 444 674 816

Société inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts Comptables ainsi qu'à la CRCC des régions Lyon-Rhône et Paris.

Membre du groupe Oriale inscrit à l'Ordre des Experts Comptables des régions : Auvergne Rhône-Alpes, Paris Ile de France, Provence Alpes Côtes d'Azur ainsi qu'à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes des régions Lyon-Rhône et Paris.

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**Exercice clos le 30 septembre 2024**

A l'Assemblée Générale,

I- Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la FEDERATION FRANCAISE DES CLUBS ALPINS ET DE MONTAGNE relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II- Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, de l'ouverture de l'exercice jusqu'à la date d'émission de notre rapport.

III- Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre fédération, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables utilisées et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les actifs immobilisés sont évalués et amortis comme indiqués dans l'annexe. Les acquisitions de l'exercice ont été contrôlées par des sondages en remontant aux factures.

L'annexe expose la méthode comptable relative à la constitution des provisions pour risques et charges. Nous nous sommes assurés de la pertinence de leur évaluation.

Les soldes des comptes de trésorerie sont justifiés par leur rapprochement avec les informations en provenance des organismes financiers.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV- Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Comité Directeur et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'assemblée générale.

V- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fédération à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fédération ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Comité Directeur.

VI- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fédération.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fédération à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lyon, le 31 janvier 2025

Pour S.A.S. ORIAL

Commissaire aux Comptes



Michaël BRION

Fondé de Pouvoirs

Bilan association ANC

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 30/09/2024 (12 mois)		Exercice précédent 30/09/2023 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé					
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires	451 938	423 517	28 421	38 587	- 10 166
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles	90 301		90 301	90 301	
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains	497 107		497 107	497 107	
Constructions	87 836 181	54 531 884	33 304 296	32 576 191	728 105
Installations techniques, matériel et outillage industriels	220 021	161 996	58 025	42 841	15 184
Autres immobilisations corporelles	1 302 055	1 166 164	135 891	149 750	- 13 859
Immobilisations corporelles en cours	5 134 550		5 134 550	5 088 125	46 425
Avances et acomptes	93 220		93 220		93 220
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts	73 406	20 000	53 406	55 706	- 2 300
Autres	14 737		14 737	14 737	
TOTAL (I)	95 713 516	56 303 561	39 409 954	38 553 347	856 607
Actif circulant					
Stocks et en-cours	162 384	6 230	156 154	98 430	57 724
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	11 296		11 296	24 599	- 13 303
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	4 864 300		4 864 300	4 331 368	532 932
Valeurs mobilières de placement	12 802 680		12 802 680	11 555 189	1 247 491
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	1 189 128		1 189 128	1 411 930	- 222 802
Charges constatées d'avance	449 800		449 800	451 857	- 2 057
TOTAL (II)	19 479 588	6 230	19 473 358	17 873 372	1 599 986
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	115 193 104	56 309 791	58 883 313	56 426 718	2 456 595

Bilan association ANC(suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 30/09/2024 (12 mois)	Exercice précédent 30/09/2023 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires	49 588	49 588	
. Fonds propres complémentaires			
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles	106 647	106 647	
. Réserves pour projet de l'entité	19 775 336	18 210 459	1 564 877
. Autres			
Report à nouveau	5 872 047	2 291 957	3 580 090
Excédent ou déficit de l'exercice	1 378 379	5 144 967	-3 766 588
Situation nette (sous total)	27 181 996	25 803 617	1 378 379
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement	17 740 113	17 806 529	- 66 416
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	44 922 110	43 610 147	1 311 963
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés	335 505	356 505	- 21 000
TOTAL (II)	335 505	356 505	- 21 000
Provisions			
Provisions pour risques	26 000	26 000	
Provisions pour charges	1 185 664	1 304 519	- 118 855
TOTAL (III)	1 211 664	1 330 519	- 118 855
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 685 893	2 818 467	867 426
Emprunts et dettes financières diverses	3 301	775	2 526
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 476 801	967 216	509 585
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	651 922	583 976	67 946
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 167 406	1 472 470	- 305 064
Autres dettes	354 351	348 211	6 140
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	5 074 360	4 938 432	135 928
TOTAL (IV)	12 414 034	11 129 547	1 284 487
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	58 883 313	56 426 718	2 456 595
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			
Engagements donnés			

PASSIF	Exercice clos le 30/09/2024 (12 mois)	Exercice précédent 30/09/2023 (12 mois)	Variation

Compte de résultat association ANC

Présenté en Euros

	Exercice clos le 30/09/2024 (12 mois)	Exercice précédent 30/09/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Produits d'exploitation				
Cotisations	6 820 126	6 136 265	683 861	11,14
Ventes de biens et services				
Ventes de biens	336 625	363 617	- 26 992	-7,42
dont ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de services	7 030 343	7 004 104	26 239	0,37
dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	1 679 066	1 606 554	72 512	4,51
Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie	40 888	7 210	33 678	467,10
Contributions financières				
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge	535 420	629 923	- 94 503	-15,00
Utilisations des fonds dédiés	21 000	22 000	- 1 000	-4,55
Autres produits	269 220	155 328	113 892	73,32
Total des produits d'exploitation (I)	16 732 689	15 925 001	807 688	5,07
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises	167 016	99 871	67 145	67,23
Variations stocks	-51 803	-15 992	- 35 811	223,93
Autres achats et charges externes	9 457 097	8 418 873	1 038 224	12,33
Aides financières	656 389	610 342	46 047	7,54
Impôts, taxes et versements assimilés	249 606	254 349	- 4 743	-1,86
Salaires et traitements	1 485 744	1 318 245	167 499	12,71
Charges sociales	665 317	581 837	83 480	14,35
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 743 239	2 717 783	25 456	0,94
Dotations aux provisions	85 716	26 000	59 716	229,68
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	11 966	43 194	- 31 228	-72,30
Total des charges d'exploitation (II)	15 470 288	14 054 502	1 415 786	10,07
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	1 262 401	1 870 499	- 608 098	-32,51
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif		154	- 154	-100
Autres intérêts et produits assimilés	287 058	137 612	149 446	108,60
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
Total des produits financiers (III)	287 058	137 767	149 291	108,36
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	64 087	57 023	7 064	12,39
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				
Total des charges financières (IV)	64 087	57 023	7 064	12,39
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	222 971	80 744	142 227	176,15

	Exercice clos le 30/09/2024 (12 mois)	Exercice précédent 30/09/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
RESULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)	1 485 372	1 951 242	- 465 870	-23,88
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	15 561	9 025	6 536	72,42
Sur opérations en capital		3 900 000	-3 900 000	-100
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)	15 561	3 909 025	-3 893 464	-99,60
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	54 804		54 804	N/S
Sur opérations en capital		682 668	- 682 668	-100
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)	54 804	682 668	- 627 864	-91,97
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-39 243	3 226 357	-3 265 600	-101,22
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)	67 750	32 633	35 117	107,61
Total des produits (I + III + IV)	17 035 307	19 971 793	-2 936 486	-14,70
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	15 656 929	14 826 826	830 103	5,60
EXCEDENT OU DEFICIT	1 378 379	5 144 967	-3 766 588	-73,21
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature				
. Bénévolats				
Total				
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations				
. Personnel bénévole				
Total				

Annexes Associations 2024

PREAMBULE

Association reconnue d'utilité publique en 1882 dont l'objet social est :

- de regrouper les personnes qui pratiquent ou encouragent, en France ou à l'étranger, les disciplines sportives de plein air se déroulant en montagne et autres sites appropriés, et notamment :
- alpinisme, expéditions, cascade de glace, dry tooling,
- canyoning,
- escalade,
- randonnée de montagne, raid de montagne, trail, trek, marche nordique, orientation,
- raquettes à neige,
- ski de randonnée, ski-alpinisme et sports de neige (ski alpin, ski nordique, télémark, surf des neiges, etc.),
- spéléologie,
- sports aériens, paralpinisme,
- vélo de montagne,
- via ferrata,
- slack line, high line,
- ainsi que toutes les disciplines sportives connexes non motorisées se déroulant en montagne et haute montagne et autres sites appropriés, en collaboration le cas échéant avec les fédérations unisport délégataires de ces disciplines et les associations ayant pour objet la connaissance et la protection des milieux naturels montagnards,
- de promouvoir, développer, coordonner, organiser la pratique de ces disciplines dans tous leurs aspects,
- de promouvoir et propager les valeurs sportives et de veiller à leur respect,
- de veiller, en liaison avec les populations et les professions concernées, les autres fédérations et les collectivités locales, à la sauvegarde de l'intégrité et de la beauté de la nature en montagne, d'éduquer le public et de protéger le milieu montagnard afin qu'il demeure un espace de convivialité, de liberté et d'aventure grâce à la préservation des spécificités qui font sa valeur exceptionnelle
- dans cet esprit et dans celui de l'agenda 21 du Comité national olympique et sportif français, d'intégrer la notion de développement durable dans ses politiques, ses règlements et les modes de gestion qui régissent son fonctionnement, l'accomplissement des activités sportives et la tenue des manifestations sportives qu'elle organise,
- de délivrer licences et titres fédéraux,
- d'établir les règlements et contenus des diplômes fédéraux,
- de rechercher la sécurité dans la pratique de ces disciplines par la formation des pratiquants, et de faciliter l'organisation des secours dans les milieux de pratique,
- d'établir les règlements et contenus des compétitions, de délivrer les titres correspondant à ces compétitions et d'établir les sélections nationales,
- de veiller au respect des règles déontologiques dans la pratique des disciplines citées ci-dessus, notamment dans leurs aspects liés à la santé et au dopage,
- d'exercer le pouvoir disciplinaire en cas de nécessité,
- de contribuer au développement des pratiques, notamment par la défense de la liberté d'accès aux sites de pratique, leur équipement raisonné, et par l'entretien et la gestion d'hébergements de montagne et de haute montagne,
- de favoriser le développement et la connaissance des sciences se rapportant à la montagne et aux activités qui s'y déroulent,
- de représenter l'ensemble de ses membres auprès des pouvoirs publics et autres organismes de tutelle, ainsi qu'auprès des instances étrangères et internationales,
- de participer à l'élaboration et à la transmission d'une culture montagnarde,

L'exercice social clos le 30/09/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 30/09/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 58 883 312,58 €.

Le résultat net comptable est un excédent de 1 378 378,75 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 28/01/2025 par les dirigeants.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Nous n'avons pas identifié de fait significatif susceptible d'être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux dispositions du plan comptable du secteur associatif

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Comme pour l'année précédente, ont été incorporées au bilan les sommes détenues par les clubs gestionnaires de refuges pour le compte de la Fédération (mandat de gestion), et destinées à financer des travaux pour les refuges. Cette incorporation, sans incidence sur le résultat (inscription de créances à l'actif et de provisions au passif, cf rubriques provisions), a été faite sur des bases estimées pour les clubs gestionnaires n'ayant pas fait parvenir leurs comptes au 30 septembre 2024.

Au cours de l'exercice la fédération a repris en interne l'ensemble des comptes de 8 clubs gestionnaires. Pour les autres clubs gestionnaires tenant leur propre comptabilité les comptes suivants sont intégrés à la fédération charges, produits, réserves et avances de la fédération.

Les subventions de fonctionnement et d'investissement sont comptabilisées pour la totalité au moment de la réception de la notification.

Pour les subventions de fonctionnement seule la part afférente à l'utilisation dans l'exercice impacte le résultat de n

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Rappel de la méthode concernant l'amortissement des refuges :

Les refuges construits ou reconstruits depuis 1991 mais avant 2002 avaient été inscrits à l'actif du bilan (après estimation des coûts afférents), avec le mode d'amortissement suivant : amortissement exceptionnel de 85 % à l'achèvement de la construction et amortissement du solde linéairement sur 20 ans. Les autres travaux sur les bâtiments qui sont du gros entretien n'ont pas été immobilisés.

Du 01 Octobre 2002 au 30 septembre 2007, les refuges nouvellement mis en service ont fait l'objet d'un amortissement linéaire sur dix ans.

Depuis le 01 octobre 2007, les refuges nouvellement mis en service, font l'objet d'un amortissement linéaire sur vingt ans.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Constructions	de 10 à 50 ans
Agencements et aménagements des constructions	de 4 à 25 ans
Matériel de bureau et informatique	de 2 à 6 ans
Immeubles autres que refuges	de 10 à 50 ans

Depuis le 30 septembre 2021 la FFCAM comptabilise une production immobilisée relative aux temps passés par le personnel de la FFCAM suite à la ré-internalisation de la fonction de la gestion de chantiers pour la rénovation des refuges. Sur cet exercice, cette production immobilisée s'est élevée à 129 478 € et a été incorporée aux coûts des constructions terminés ou en cours au 30/09/2024.

Immobilisations financières :

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes sur immobilisations financières (titres) et titres de placement sont incorporés dans les coûts des immobilisations.

Stocks :

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition, de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur est supérieure à l'autre terme énoncé.

Dans la valorisation des stocks les frais de port sont toujours exclus

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances d'un montant de 4 864 300 € sont constituées des postes significatifs suivants :

- Subvention équipement à recevoir	2 026 940 €
- Hébergement gardiens	1 999 732 €
- Ancv	65 360 €
- Réserves clubs gestionnaires	409 364 €
- Clubs gestionnaires compte courants	161 909 €
- Produits à recevoir	103 117 €

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes.

Contributions volontaires :

Conformément au règlement comptable CRC 99-01, les contributions volontaires ont fait l'objet d'une valorisation détaillée ci-après

Information sur les postes du compte de résultat et notamment sur les cotisations ci-dessous :

Les cotisations sans contrepartie sont comptabilisées en produit lors de l'émission de l'appel de cotisations

Les appels de cotisations sans contrepartie émis par anticipation sont comptabilisés en produits constatés d'avance.

Nos ressources récurrentes se décomposent ainsi :

- Cotisations appelées auprès de nos licenciés
- Nuitées perçues lors du passage des usagers dans nos refuges
- Subvention d'exploitation octroyées par des organismes comme l'état, les collectivités, l'Europe ou autres
- Vente par abonnement de la revue La Montagne et Alpinisme
- Contributions d'activités publicitaires

Annexes Associations 2024 (suite)

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	542 239			542 239
Immobilisations corporelles	91 495 002	3 595 918	7 786	95 083 134
Immobilisations financières	90 443		2 300	88 143
TOTAL	92 127 685	3 595 918	10 086	95 713 516

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	413 350	10 166		423 517
TOTAL I	413 350	10 166		423 517
Terrains				
Constructions				
sur sol propre	28 628 744	1 397 429		30 026 173
sur sol d'autrui	5 979 766			5 979 766
Installations générales, agencements	17 240 082	1 293 618	7 786	18 525 914
Installations techniques, matériel, outillages industriels	151 906	10 090		161 996
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	184 784	6 229		191 013
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	955 674	19 477		975 151
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	53 140 956	2 726 843	7 786	55 860 013
TOTAL GENERAL (I+II)	53 554 306	2 737 009	7 786	56 283 530

Etats des stocks

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Marchandises	110 581	51 803		162 384
Matières premières				
Produits intermédiaires				
Produits finis				
Autres approvisionnements				
Production en cours				
Travaux en cours				
Autres produits en cours				
TOTAL	110 581	51 803		162 384

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	73 406	2 593	70 813
Autres créances	14 737		14 737
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	11 296	11 296	
Autres créances	4 864 300	4 864 300	
Charges constatées d'avance	449 800	449 800	
TOTAL	5 413 540	5 327 989	85 550

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	2 026 910
Autres produits à recevoir	278 533
TOTAL	2 305 443

Etat des provisions pour dépréciation des éléments de l'actif

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours	12 151	6 230	12 151	6 230
Comptes de tiers				
Comptes financiers	20 000			20 000
TOTAL	32 151	6 230	12 151	26 230

Annexes Associations 2024 (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	49 588				49 588
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	18 317 106	1 564 877			19 881 983
Dont générosité du public					
Report à nouveau	2 291 957	3 580 090			5 872 047
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	5 144 967	-5 144 967			1 378 379
Dont générosité du public					
Situation nette	25 803 617	-0			27 181 996
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	17 806 529		1 155 689	1 222 105	17 740 113
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	43 610 147	-0	1 155 689	1 222 105	44 922 110
TOTAL dont générosité du public					

Fonds reportés liés aux legs ou donations

Nous vous rappelons les données suivantes relatives au legs Courmont :

Sur l'exercice clos le 30 septembre 2005 le legs Courmont d'un montant de 148 836€ a donné lieu, sur la décision du Comité Directeur à l'affectation suivante :

- 63 097€ en provisions pour travaux

- 85 739€ utilisés pour éteindre la Créance que la fédération avait sur le Caf des Alpes Maritimes.

En 2007 la dotation au legs Courmont a augmenté de 61 423€ cette somme a été affectée au Caf de Nice dans le cadre de la réhabilitation du refuge de Gialorgues et comptabilisée en provision pour travaux.

En 2008 une somme de 11 154€ a été perçue et affectée en provision pour travaux.

Au 30 septembre 2019 le legs a fait l'objet d'une reprise de 64 101€ correspondant à des travaux réalisés

Analyse des fonds dédiés

Les fonds dédiés correspondent à la ristourne d'assurance perçue en 2021.

Leur utilisation est affectée au financement d'actions de prévisions engagées par les clubs et comités

La reprise de 21 000€ correspond aux actions de formation de l'exercice engagées sur l'exercice 2023-2024

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations : Montant global	Utilisations : Dont remboursements	Transferts	A la clôture : Montant global	A la clôture : Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation Contributions financières d'autres organismes Ressources liées à la générosité du public	356 505		21 000			335 505	
TOTAL	356 505		21 000			335 505	

Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement Amortissements dérogatoires Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litiges	26 000			26 000
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires	282 969	85 716		368 685
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions	950 157		204 571	745 586
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	71 393			71 393
TOTAL (II)	1 330 519	85 716	204 571	1 211 664
TOTAL GENERAL (I+II)	1 330 519	85 716	204 571	1 211 664
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		85 716	204 571	
- financières				
- exceptionnelles				

Description des éléments significatifs ou importants

Le poste travaux club gestionnaire a fait l'objet d'une variation globale de 204 571€ répartie ainsi

Pour 103 555€ affectée à des travaux engagés par les clubs gestionnaires dans les refuges de leur périmètre

- Caf de Nice 20 000€
- Comité départemental Haute Savoie 43 924.40€
- Caf de Chambéry 30 549.51
- Caf Alberville 7967.84€
- Caf de Nancy 1294.72€

Pour 101 017€ correspondant à la reprise de la comptabilité au sein de la fédération.

La réserve des clubs gestionnaires reprend partiellement les flux des comptes bancaires

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	3 685 893	489 885	1 019 113	2 176 895
Dettes financières diverses	3 301	3 301		
Fournisseurs	1 476 801	1 476 801		
Dettes fiscales et sociales	651 922	651 922		
Dettes sur immobilisations	1 167 406	1 167 406		
Autres dettes	354 351	354 351		
Produits constatés d'avance	5 074 360	5 074 360		
TOTAL	12 414 034	9 218 026	1 019 113	2 176 895

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	3 301
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	1 413 173
Dettes fiscales et sociales	437 207
Autres dettes	187 371
TOTAL	2 041 052

Annexes Associations 2024 (suite)

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels

	Net
Produits exceptionnels	15 561
Sur opérations de gestion	15 561
Produits de cession des éléments d'actif	
Produits sur exercices antérieurs	
Reprises sur provisions et transferts de charges	
Charges exceptionnelles	54 804
Sur opérations de gestion	54 804
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	
Dotations aux provisions	
Charges sur exercices antérieurs	
Résultat exceptionnel	-39 243

Eléments significatifs ou importants à mentionner le cas échéant :

Les charges exceptionnelles se décomposent ainsi :

- indemnité versée gardiens du Goûter suite à fermeture 39 954€
- Indemnité pour fermeture du refuge Alpe Villar 13 000€
- Indemnité versée au gardien du Pavé pour non-ouverture 1 850€

Les produits exceptionnels correspondent aux dons en ligne pour 15 561€

Contributions volontaires en nature

La contribution volontaire des bénévoles est évaluée à 800 000 € soit 21038 heures au coût horaire de 38€

Annexes Associations 2024 (suite)

AUTRES INFORMATIONS

Engagements et sûretés réelles consenties

Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

L'engagement de 48 602.68€

correspond à une caution donnée par la fédération en garantie d'emprunt (capital restant dû au 30 septembre 2024 hors intérêts) souscrit par deux club :

-club de Lyon : 24 155.19€

-club d'Albertville : 24 447.49€

Les cautions, avals et garanties reçus sont les suivants :

- Au 30/09/2024 le total des subventions d'investissements pour lesquelles la FFCAM a reçu une décision d'octroi mais qu'elle n'a pas encaissées s'élève à 2 026 940€

- Le montant comptabilisé en « subventions à recevoir », sans impact sur le résultat mais compris dans les capitaux propres, est de 2026 940€ ; Il a été déterminé de la façon suivante :

les projets en cours au 30/09/2024, le taux avancement du projet (dépenses réalisées / dépenses budgétées) multipliée par le montant de la subvention octroyée. Le montant de la subvention perçue a été déduite par la suite.

- Suite à la cession de l'immeuble du 24 avenue Laumière 75019 Paris l'hypothèque en garantie d'un emprunt contracté en 2015 concernant le financement de futurs travaux pour un montant de 163 488.98€ au 30 septembre 2024 a été substituée par un nantissement du compte bancaire rémunéré à hauteur de 456 000€

- Hypothèque de l'immeuble Chalet Le Lodge Des Almes 73 320 Tignes en garantie d'un emprunt contracté en 2021 d'un montant de 2 000 000€ dont le solde à rembourser au 30 septembre 2024 est de 1 640 243 €

-Hypothèque de 4 bâtiments ; Chalet de Bellevue 74170 Les Contamines Montjoie; Chalet de la Maline 04 120 La Palud sur Verdon; La Grange de Holle 65 120 Gavarnie Gedre; Le Lodge des Almes Le lac 73 320 Tignes pour un montant global de 2 000 000€ dont le solde à l'avancement à rembourser est de 1 798 479€

	Montant des dettes	Montant des sûretés
Emprunts et dettes auprès des organismes de crédit	3 685 893	
Emprunts et dettes financières divers	3 301	
Dettes sur immobilisations		
Autres dettes		
TOTAL	3 689 194	

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

L'association a décidé de provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite.

Le montant des engagements s'élève à la clôture de l'exercice à 368 685€.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur :

- le salaire en fin de carrière
- les droits accumulés en fin de carrière : méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté
- la quotité de droits cumulés en fin de carrière basée sur la convention collective
- le départ volontaire ou à l'initiative du salarié
- l'âge de départ à la retraite : 64 ans
- le taux de rotation du personnel : faible
- le taux moyen d'augmentation des salaires 1 %
- le taux d'actualisation retenu : 3.31 %
- le taux moyen des charges sociales : 40 %
- table de mortalité TV 88-90

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	21	
Non cadres	10	
TOTAL	31	0

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 24 480.55€

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

**Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes
de l'exercice clos le 30 septembre 2024**

A l'Assemblée Générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre fédération, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à Lyon, le 31 janvier 2025

Pour S.A.S. ORIAL
Commissaire aux Comptes


Michaël BRION
Fondé de Pouvoirs